

École publique : l'urgence éducative ne peut plus attendre

Il y a un mois, après la mobilisation des parents d'élèves du PIAL de Milhaud, des municipalités de Milhaud/Aubord et Bernis, de la FCPE du Gard et de SNUDI-FO, une demande d'audience a été portée auprès de la direction académique du Gard afin d'alerter sur la situation critique sur le PIAL de Milhaud/Aubord et Bernis et plus généralement de l'école publique dans notre département.

À ce jour, la DSDEN refuse toujours de nous recevoir. Sous pression elle confirme, par mail, avoir engagé deux AESH et assure continuer de travailler sur cette situation. Notre demande reste donc pleinement d'actualité : il manque encore au minimum 152 heures d'accompagnement, et aujourd'hui encore, des enfants ne bénéficient pas de l'aide à laquelle ils ont droit.

À ce jour, la maltraitance sur les élèves gardois se poursuit.

Cette situation illustre l'état alarmant de l'école inclusive dans le département. Le refus du DASEN de recevoir les personnels et les parents d'élèves sur cette question traduit un véritable déni des réalités du terrain, alors même que les difficultés s'aggravent chaque jour dans les écoles.

L'incapacité du DASEN à répondre aux besoins de l'école inclusive sur le secteur de Milhaud est d'autant plus inquiétante qu'il s'apprête à présenter une carte scolaire prévoyant 27 suppressions de postes. Cela conduirait à des dizaines de fermetures de classes dans tout le département.

Derrière ces chiffres, il y a une réalité brutale : des classes surchargées, des remplacements impossibles à assurer, une inclusion de fait rendue plus difficile, et des personnels à bout.

La politique actuelle de l'école pour tous est mise en œuvre sans les moyens nécessaires pour assurer l'accompagnement des élèves. Sur le terrain, cela signifie :

- des enseignants laissés seuls face à des situations complexes,
- des AESH en nombre insuffisant,
- des notifications MDPH qui ne sont pas suivies d'effets.

Faut-il attendre un drame pour réagir ?

Inclure sans moyens, c'est exclure.

Accueillir sans accompagnement, c'est mettre en difficulté les élèves, les familles et les personnels.

Le droit pour chaque enfant à bénéficier d'une scolarité qui répond à ses besoins doit être respecté. La France, le Gard, ne peut y déroger.

Les personnels ne peuvent pas être les seuls à porter un système éducatif fragilisé par des choix budgétaires.

Face à cette situation, la FCPE et le SNUDI-FO réitèrent leur demande d'audience auprès de la direction académique. Le dialogue institutionnel est indispensable pour trouver des solutions concrètes.

Nos exigences demeurent claires :

L'arrêt des suppressions de postes prévues dans le département et la création de moyens à hauteur des besoins réels sur le territoire (enseignants, AESH, psychologues, infirmiers, RASED).

Le respect effectif des notifications MDPH, qui doivent ouvrir immédiatement les droits nécessaires aux élèves.

Un véritable statut pour les AESH, avec un recrutement massif afin de répondre aux besoins chaque élèves gardois.

Le maintien et le développement des structures spécialisées lorsque l'école ordinaire ne peut répondre aux besoins de l'enfant.

L'école pour tous ne peut être un simple slogan. Elle nécessite des moyens, du temps et une véritable volonté politique.

Les élèves, les familles et les personnels attendent des réponses.

Le silence de la direction académique du Gard ne peut tenir lieu de politique éducative.

Rendez-vous le jeudi 26 mars 2026 à 08h30 devant l'école Jules Ferry à Bagnols sur Cèze.